

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

La croissance se poursuit en Afrique subsaharienne dans un climat mondial d'incertitude

Bulletin du FMI en ligne
Le 14 mai 2012



Marchand de primeurs à Maputo, au Mozambique. La hausse des prix alimentaires a largement contribué à la poussée d'inflation en Afrique subsaharienne (photo: Trower/Harding/Corbis)

- Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la croissance devrait être robuste cette année et dépasser 5 %
- Dans certains pays, l'inflation élevée nécessite une politique monétaire restrictive
- Les pays d'Afrique subsaharienne devraient reconstituer progressivement leurs marges de manœuvre budgétaires, lorsque cela est possible

Malgré l'affaiblissement de la conjoncture économique mondiale, la croissance économique devrait rester vigoureuse en 2012 en Afrique subsaharienne. Selon la dernière évaluation de l'économie régionale par le FMI, la croissance du PIB devrait s'accroître légèrement par rapport à 2011 pour atteindre en moyenne 5 %.

L'Afrique subsaharienne a continué de jouir d'une croissance robuste, car elle est relativement à l'abri des facteurs négatifs qui freinent la croissance dans la plupart des pays avancés.

La région bénéficie aussi de facteurs ponctuels tels que la mise en service de nouvelles installations d'exploitation des ressources naturelles et le redressement de l'activité après la sécheresse et les conflits civils qui ont sévi en Afrique de l'Ouest.

De bonnes perspectives de croissance

La croissance alimentée par la demande intérieure s'est plus ou moins maintenue grâce à l'amélioration des politiques économiques, à l'augmentation des réserves de change et à la baisse de l'endettement public. L'accroissement de l'investissement et de la consommation — en particulier dans le secteur des services — a joué un rôle déterminant à cet égard.

Une croissance robuste

(Variation en pourcentage)

	2004-08	2009	2010	2011	2012	2013
Afrique subsaharienne (total)	6,5	2,8	5,3	5,1	5,4	5,3
Dont :						
Pays exportateurs de pétrole	8,6	5,2	6,6	6,0	7,1	6,1
Pays à revenu intermédiaire ¹	5,0	-0,8	3,7	4,3	3,4	4,0
Dont : Afrique du Sud	4,9	-1,5	2,9	3,1	2,7	3,4
Pays à faible revenu ¹	7,3	5,5	6,3	5,8	5,9	5,9
États fragiles	3,1	2,9	3,8	1,7	6,6	5,8
Pour mémoire :						
Croissance économique mondiale	4,6	-0,6	5,3	3,9	3,5	4,1

Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Hors États fragiles.

Cependant, les perspectives économiques varient d'un pays à l'autre. Certains pays à revenu intermédiaire — tout particulièrement l'Afrique du Sud — enregistrent de moins bons résultats en raison de leur plus grande vulnérabilité à l'évolution de la conjoncture mondiale, surtout à ce qui se passe en Europe.

En revanche, les pays producteurs de pétrole devraient connaître une croissance record grâce à la mise en service de nouvelles unités de production en Angola et à l'augmentation des niveaux de production au Nigéria et au Tchad. Enfin, les pays à faible revenu devraient continuer à bénéficier d'une croissance forte, de l'ordre de 5½ %.

Dans une étude de référence contenue dans le rapport, le FMI souligne la résilience des systèmes financiers subsahariens. Alors que, en Europe, la confiance a été ébranlée par l'endettement excessif des États et la vulnérabilité des systèmes bancaires, les systèmes financiers d'Afrique subsaharienne sont, jusqu'à présent, restés généralement à l'abri des turbulences financières mondiales.

Une deuxième étude passe en revue l'évolution qu'ont connue ces dix dernières années les pays pour lesquels les ressources naturelles non renouvelables contribuent de façon importante aux exportations et aux recettes publiques. Elle examine le rôle qu'ont joué les ressources naturelles dans l'accroissement des revenus ainsi que les problèmes complexes que cela pose pour la gestion macroéconomique.

Risques baissiers

Les perspectives économiques sont toutefois exposées à des risques baissiers considérables. Une recrudescence des turbulences sur les marchés financiers de la zone euro pèserait sur les flux d'exportations et d'investissement dans toute la région. Cela ralentirait la croissance dans la plupart des pays, sans toutefois la faire dérailler.

Une flambée des cours du pétrole, résultant de chocs sur l'offre, poserait de graves difficultés aux pays importateurs en comprimant les revenus réels et en accentuant les besoins de financements extérieurs.

Action des pouvoirs publics face aux tensions inflationnistes

Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est, l'inflation est montée en flèche et s'est maintenue un niveau élevé pendant une bonne partie de l'année écoulée. Sur douze mois, l'inflation a augmenté de près de 16 points de pourcentage (pour dépasser 20 %) en 2011 dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), tandis qu'au cours de la même période elle faisait un bond de 15 % à 36 % en Éthiopie.

La hausse des prix alimentaires a largement contribué à cette poussée inflationniste, même si l'abondance des récoltes locales a aidé à maintenir bas les prix des aliments de base dans les autres pays d'Afrique subsaharienne.

Face à la montée de l'inflation, la plupart des pays ont resserré leur politique monétaire, en relevant sensiblement leurs taux d'intérêt ou en durcissant le contrôle de la masse monétaire, ce qui a aidé à réduire les anticipations inflationnistes. Bien qu'elle reflue dans certains de ces pays, l'inflation demeure élevée en Éthiopie, en Ouganda et en Tanzanie.

Pendant la période à venir, la politique monétaire devrait rester centrée sur le rétablissement de la stabilité des prix dans les pays où l'inflation reste élevée. Dans les pays où les perspectives d'inflation sont plus modérées, il pourrait être préférable de donner une orientation plus accommodante à la politique économique en fonction de la vigueur de la reprise.

Reconstitution des marges de manœuvre budgétaires

Dans un grand nombre de pays, la politique budgétaire a contribué à l'orientation généralement accommodante de la politique économique en 2011. Cependant, depuis 2008, les marges de manœuvre budgétaires se sont érodées dans beaucoup de pays et devront être reconstituées progressivement.

Les déficits budgétaires hors pétrole ont diminué en 2011 dans tous les pays exportateurs, à l'exception du Cameroun et du Gabon. Cette amélioration devrait se poursuivre cette année. En revanche, le déficit budgétaire global s'est creusé de 1 point de pourcentage en 2011 dans les pays à faible revenu, mais un rééquilibrage des finances publiques devrait avoir lieu dans environ deux tiers de ces pays en 2012.

En outre, dans beaucoup de pays où le déficit devrait s'accroître, cette évolution devrait être imputable pour une bonne part au montant élevé des nouveaux investissements en capital (par exemple en Éthiopie, au Rwanda et en Tanzanie).

Les pays où la croissance restera vigoureuse en 2012 pourront sans doute procéder à un certain rééquilibrage des finances publiques de manière à reconstituer progressivement leurs marges de manœuvre budgétaires. Un resserrement budgétaire serait prématuré dans les économies où la croissance reste faible et où les contraintes de financement ne sont pas pressantes.

Dans ces pays, des actions anticycliques sont envisageables, de façon limitée, en cas d'évolution défavorable de la conjoncture extérieure. Ils pourraient notamment maintenir leurs programmes de dépenses en cas de baisse des recettes et prévoir des aides ciblées supplémentaires pour les populations les plus vulnérables.

Programme de développement à moyen terme

Toute amélioration durable des conditions de vie de la population suppose l'existence d'un appareil d'État efficace, capable d'assurer les services essentiels — tels que la sécurité — et un niveau élevé d'investissements publics bien exécutés dans les domaines des infrastructures et du capital humain.

L'État doit aussi assurer un climat favorable aux affaires ainsi qu'un système financier efficace et stable sur lequel puisse s'appuyer l'activité du secteur privé.

Au cours de la décennie écoulée, des progrès considérables ont été accomplis en Afrique subsaharienne en ce qui concerne les capacités de l'État — notamment son financement grâce à une meilleure mobilisation des recettes — et l'établissement d'un climat favorable à l'activité du secteur privé.

De nouveaux progrès seront nécessaires dans ces deux domaines pour que la croissance vigoureuse de ces dix à quinze dernières années, qui a été stimulée par la forte demande mondiale de ressources naturelles africaines, puisse se poursuivre durablement en se diversifiant au cours des années à venir.